

ENSEMBLE
FAISONS
RAYONNER
L'ÉGALITÉ



Journée régionale Égalité – Outaouais
23 mars 2010

Culture,
Communications et
Condition féminine
Québec

Agir
Assemblée
des groupes de femmes
d'interventions régionales

Table des matières

Présentation.....	3
Objectifs	3
Organisation.....	4
Déroulement	5
Résumé de la Journée régionale Égalité	5
Accueil et ouverture de la journée.....	5
Les actions significatives en matière d'égalité entre les femmes et les hommes dans la région de l'Outaouais.....	6
1- Les actions gouvernementales.....	6
2- Les actions réalisées dans le cadre de l'entente spécifique en matière d'égalité entre les femmes et les hommes	9
3- Les actions réalisées dans le cadre de l'entente conclue entre la Ville de Gatineau et le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine	11
4- Les projets réalisés par les comités régionaux et les organismes communautaires.....	11
Le portrait actualisé des femmes de la région de l'Outaouais.....	14
Les réflexions portant sur les thématiques régionales retenues par le milieu en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.....	15
Conclusion	20

Ce document a été réalisé par le Secrétariat à la condition féminine du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine avec la contribution de l'Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR). La révision linguistique a été prise en charge par la Direction des relations publiques du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine.

Publication en date du 28 juin 2010.

Le présent document fait état des travaux réalisés à l'occasion de la Journée régionale Égalité en Outaouais sous le thème *Ensemble, faisons rayonner l'égalité!*

Présentation

Depuis la publication de la politique gouvernementale *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait* et de son plan d'action, le Secrétariat à la condition féminine (SCF) du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (MCCCF) mène plusieurs actions pour créer des conditions propices afin de faciliter la régionalisation des actions gouvernementales en matière d'égalité. Pour poursuivre cet effort, le SCF souhaite renforcer la synergie entre tous les acteurs concernés par le dossier de l'égalité tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle régionale et locale.

Pour ce faire, le SCF propose l'organisation d'une Journée régionale Égalité dans chacune des régions du Québec dans le but de réunir les acteurs locaux et régionaux qui sont ses partenaires dans le déploiement régional du dossier de l'égalité. Les organismes communautaires œuvrant auprès des femmes, les directions régionales des ministères et des organismes du territoire ayant des engagements inscrits au plan d'action de la politique gouvernementale et les membres de la Conférence régionale des élus (CRE) sont ciblés principalement.

C'est dans ce contexte qu'a eu lieu la Journée régionale Égalité dans la région de l'Outaouais, le 23 mars 2010 à Gatineau. Une cinquantaine de partenaires étaient au rendez-vous.

Objectifs

La Journée régionale Égalité prend la forme d'un forum d'information et d'échanges, ayant pour objectifs :

- de **s'informer mutuellement** de la teneur des activités menées en matière d'égalité par les instances locales, régionales et nationales;
- de **s'assurer d'une meilleure circulation de l'information** relative aux actions menées dans le cadre du plan d'action gouvernemental, notamment entre les instances nationales et régionales;
- d'**échanger sur des pistes d'action** à venir pour intervenir à l'échelle locale, régionale et nationale en matière d'égalité entre les femmes et les hommes;
- de **maximiser la collaboration et la concertation** des diverses instances dans la réalisation de leur mandat respectif;
- d'**alimenter les travaux en cours** dans le cadre du renouvellement du plan d'action de la politique gouvernementale en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

Organisation

Pour relever le défi de la mobilisation nécessaire à la mise en œuvre d'un tel rendez-vous, le SCF a organisé cette journée régionale en partenariat avec l'Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR) en raison de l'enracinement de cet organisme à l'échelle régionale et locale, permettant ainsi aux organismes locaux d'être partie prenante des réflexions soulevées au cours de cette activité. De façon concrète, deux comités ont été mis sur pied : un comité organisateur et un sous-comité de travail.

Les membres du **comité organisateur** avaient pour mandat de coordonner l'organisation de la Journée régionale Égalité. Il s'agit de :

- Danielle Dubé (MCCCF)
- Tina De Luca (AGIR)
- Hamida Melouane (AGIR)
- Catherine Lamarche (SCF du MCCCF)

Formé de partenaires régionaux, le **sous-comité de travail** a été mis sur pied pour définir et intégrer les particularités régionales au contenu de la journée. Les partenaires étaient :

- Carole Perreault (Conférence régionale des élus de l'Outaouais [CREO])
- Tina De Luca (AGIR)
- Hamida Melouane (AGIR)
- Stéphanie Boisvert (AGIR)
- Stéphanie Piché (Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais [ASSSO])
- Catherine Lamarche (SCF du MCCCF)
- Marie-Josée Marcoux (Conseil du statut de la femme [CSF])



De gauche à droite : Hamida Melouane, Stéphanie Piché, Catherine Lamarche, Michèle Grenier, Marie-Josée Marcoux, Viviane Perreault, Tina De Luca, Annie-Claude Scholtès, Jean Hébert, Stéphanie Boisvert, Carole Perreault.

Le succès de cette Journée régionale Égalité n'aurait pu être assuré sans le concours de l'animatrice, M^{me} Françoise Guénette.

Déroulement

- 8 h 30** Accueil
- 9 h** Ouverture
- 9 h 15** Les actions significatives en matière d'égalité entre les femmes et les hommes dans la région de l'Outaouais
- 11 h 15** Le portrait actualisé des femmes de la région de l'Outaouais
- 12 h** *Dîner*
- 13 h 30** Les réflexions portant sur les thématiques régionales retenues par le milieu en matière d'égalité entre les femmes et les hommes
- 16 h 15** Mot de M^{me} Tina De Luca, coordonnatrice de l'Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales
- Mot de clôture de M^{me} Michèle Grenier, directrice de la régionalisation au Secrétariat à la condition féminine du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine

Résumé de la Journée régionale Égalité

Accueil et ouverture de la journée

En début de journée, M^{me} Françoise Guénette a soumis une question à une cinquantaine de participants et de participantes concernant les actions à mener pour favoriser l'atteinte de l'égalité en Outaouais. Une grande partie de ces personnes a proposé comme actions phares pour faire progresser l'égalité : l'augmentation du nombre de femmes dans des postes clés, notamment en politique municipale, ainsi que le soutien aux femmes qui exercent des professions non traditionnelles. Pour accueillir les personnes invitées :

- M^{me} Viviane Perreault, directrice régionale par intérim du MCCCCF, a prononcé le mot de bienvenue;
- M^{me} Michèle Grenier, directrice de la régionalisation du SCF du MCCCCF, a présenté les objectifs de la journée;
- M^{me} Stéphanie Boisvert, présidente de l'Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales, a également prononcé un mot de bienvenue;
- Par l'entremise d'une vidéo, M^{me} Christine St-Pierre, ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, a précisé l'importance d'une telle journée afin de s'informer et d'échanger sur les actions menées par les partenaires locaux, régionaux et nationaux pour la progression de l'égalité entre les femmes et les hommes, et afin d'alimenter les travaux en cours dans le cadre de la reconduction du plan d'action de la politique gouvernementale.

Les actions significatives en matière d'égalité entre les femmes et les hommes dans la région de l'Outaouais

Au cours de cette journée, les partenaires ont pris connaissance de la diversité des actions novatrices accomplies tant à l'échelle gouvernementale qu'à l'échelle régionale et locale pour faire progresser l'égalité entre les femmes et les hommes. En matinée, différents partenaires ont présenté les actions menées dans le cadre du plan d'action gouvernemental, celles s'inscrivant dans les ententes conclues avec la Conférence régionale des élus de l'Outaouais et la Ville de Gatineau, ainsi que différents projets réalisés par les organismes communautaires.

1- Les actions gouvernementales

M^{me} Gina Morency, directrice de la coordination et de l'administration au SCF, a dressé un bilan du plan d'action gouvernemental.

En mars 2009, 42 cibles du plan d'action gouvernemental 2007-2010 sont atteintes et 24 cibles le sont partiellement. Pour la mise en œuvre des actions inscrites dans le plan d'action de la politique ainsi que pour les actions complémentaires, une somme de 46 267 998 \$ a été investie.

En matière d'implantation de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) dans l'appareil gouvernemental, 12 projets ont été proposés par les ministères et les organismes et 53 activités ont été réalisées (sensibilisation, formation, accompagnement) (MCCCF).

Les trois premières éditions du Prix Égalité ont été tenues. Dix-huit projets finalistes ont été mis en valeur chaque année provenant de treize régions du Québec.

Orientation 1 : Modèles et comportements égalitaires (MCCCF)

- Dépôt et adoption à l'unanimité à l'Assemblée nationale du projet de loi n° 63 réaffirmant le principe de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la Charte des droits et libertés de la personne du Québec.
- Formation d'un comité de travail chargé d'élaborer un outil d'autorégulation (charte d'engagement volontaire) destiné au milieu de la mode, de la publicité et des médias pour la promotion d'une image corporelle saine. La Charte québécoise pour une image corporelle saine et diversifiée a été lancée le 16 octobre 2009.

- Promotion des rapports égalitaires (projet auprès des services de garde, élaboration d'un « égalimètre » pour les universités, appel de projets dans les établissements scolaires primaires et secondaires de même que dans les organismes éducatifs autochtones).
- Sensibilisation au phénomène de l'hypersexualisation (avis du Conseil du statut de la femme *Le sexe dans les médias : obstacle aux rapports égalitaires*, financement d'outils de sensibilisation et d'information et séances de formation et de mobilisation dans toutes les régions).
- Promotion de l'égalité auprès des personnes immigrantes et des communautés culturelles (financement de projets communautaires, conclusion d'ententes avec six villes).

Orientation 2 : Égalité économique

- Diversification des choix scolaires des filles et des garçons (ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport [MELS], MCCCCF) : concours *Chapeau, les filles!*, capsules sur les métiers non traditionnels pour les garçons.
- Soutien à la réalisation de projets d'habitation à l'intention des jeunes femmes responsables de familles monoparentales ou des femmes en difficulté (Société d'habitation du Québec [SHQ]).
- Actualisation de la stratégie d'intervention à l'égard de la main-d'œuvre féminine (ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale [MESS]).
- Accompagnement pour les femmes vulnérables (cinq projets réalisés dans le cadre du Programme d'aide et d'accompagnement social, volet Devenir [MESS]).
- Entrepreneuriat féminin : six organismes régionaux de soutien à l'entrepreneuriat féminin (ORSEF) dans les régions ressources ont été renouvelés et cinq ont été ajoutés dans les régions suivantes : Centre-du-Québec, Estrie, Montérégie, Montréal et Nord-du-Québec (ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation [MDEIE]).

Orientation 3 : Conciliation travail-famille (ministère de la Famille et des Aînés [MFA])

- Attribution d'un contrat au Bureau de normalisation du Québec pour l'élaboration d'une norme consensuelle en matière de conciliation travail-famille.
- Programme de soutien à des projets issus de la communauté en matière de conciliation travail-famille, lancé en 2008 : en 2008-2009, 26 projets ont été soutenus, provenant de 8 CRE et de 18 personnes morales à but non lucratif, pour près de 1 M\$.
- Programme de soutien financier en milieu de travail pour les entreprises et les associations : sommes disponibles de 2,3 M\$.

Orientation 4 : Approches en santé adaptées aux spécificités des femmes

- Publication de la politique de périnatalité 2008-2018 (ministère de la Santé et des Services sociaux [MSSS]).

Orientation 5 : Respect de l'intégrité des femmes et de leur sécurité (MCCCF, ministère de la Justice [MJQ])

- Réalisation de campagnes gouvernementales de sensibilisation à la violence conjugale et aux agressions sexuelles.
- Lancement du plan d'action gouvernemental quinquennal 2008-2013 en matière d'agression sexuelle (MCCCF, MJQ).

Orientation 6 : Participation des femmes aux instances décisionnelles

- Signature d'une entente entre le MCCCF, les 21 CRE et leurs partenaires, soit 15 ententes spécifiques et 6 ententes administratives.
- Création du Centre de développement Femmes et gouvernance (MCCCF).
- Signature de 18 accords de partenariat avec les tables de concertation en matière de condition féminine et leur réseau visant le développement de projets structurants en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

Lauréate du Prix Égalité en 2009, M^{me} Marie Bolduc, enseignante au cégep de l'Outaouais, a présenté son projet *Épris sans mépris* qui vise à sensibiliser les jeunes aux problématiques de la violence dans les relations amoureuses. Ce projet, qui contient une vidéo de deux minutes ainsi qu'un cahier d'animation, a été réalisé à l'aide d'étudiants et d'étudiantes d'un cours de psychologie.

M^{me} Carol Robertson, commissaire à la Commission sur l'équité salariale, a également présenté la Loi sur l'équité salariale. Afin que le travail des femmes soit reconnu à sa juste valeur et payé équitablement, la Loi sur l'équité salariale et les modifications qui y ont été apportées obligeront, au 31 décembre 2010, toutes les entreprises à réaliser l'équité salariale sans quoi les ajustements salariaux devront se faire rétroactivement. Environ 1 200 000 travailleuses sont visées par la Loi sur l'équité salariale.

M^{me} Stéphanie Piché, de l'ASSSO, a présenté les démarches en cours pour l'implantation de l'analyse différenciée selon les sexes dans les programmes de l'Agence.

2- Les actions réalisées dans le cadre de l'entente spécifique en matière d'égalité entre les femmes et les hommes

Pour atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes en Outaouais, les partenaires de l'entente ont réalisé plusieurs actions qui se répartissent en trois grands volets, soit la représentation des femmes au sein des instances dirigeantes et consultatives, les actions pour contrer la violence faite aux femmes et le développement de l'entrepreneuriat féminin.

Volet 1 : Pour accroître et consolider la participation des femmes dans les structures politiques décisionnelles et consultatives locales et régionales ainsi que la prise en compte de leurs besoins

- Mettre en place une instance régionale en égalité entre les femmes et les hommes en Outaouais qui aurait pour mandat de favoriser de manière pérenne la concertation et la mobilisation des partenaires régionaux impliqués dans le développement de l'Outaouais et en matière d'égalité femmes-hommes, ainsi que de coordonner les actions régionales structurantes qui en découlent.
- Réaliser le projet *Femmes et politique municipale : Élection 2009, je suis candidate!* qui visait à augmenter le nombre de femmes se lançant en politique pour les élections municipales de novembre 2009. Conçu par l'Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR), ce projet a permis de faire une tournée de mobilisation pour susciter des candidatures féminines (recrutement des femmes dans leur milieu : commissions scolaires, tables jeunesse locales, conseils d'administration d'entreprises, centres locaux de développement, etc.) et d'offrir plusieurs activités de formation et de réseautage dans chacune des municipalités régionales de comté (MRC) de la région et de la ville de Gatineau.
- Mettre en place une stratégie de déploiement et d'application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) en Outaouais qui vise les instances municipales et régionales.

Volet 2 : Pour soutenir les stratégies visant à contrer la violence faite aux femmes et aux jeunes filles

- Organiser un colloque régional *Concerter les actions en violence conjugale, une course à relais* qui aura lieu les 19 et 20 mai 2010. Ce colloque a pour objectif de favoriser l'arrimage des actions entre les partenaires qui œuvrent en matière de violence conjugale à travers l'identification d'actions et de stratégies régionales. Il réunira les acteurs et les actrices du milieu interpellés par le plan d'action gouvernemental québécois 2004-2009 en matière de violence conjugale (services de police, maisons d'hébergement, réseau de la santé, système judiciaire, maisons pour femmes, services aux personnes violentes, etc.). Cet événement vise à réunir de 100 à 150 personnes de la région de l'Outaouais. Le colloque débutera avec le

lancement régional de la vidéo *Traverser la peur* réalisée par M. André Melançon, cinéaste, qui sera accompagné des représentantes de l'Alliance gaspésienne des maisons d'hébergement.

Volet 3 : Pour encourager et soutenir, dans un souci d'équité, le développement de l'entrepreneuriat féminin en Outaouais

- Déposer auprès du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE) une demande pour l'obtention d'un organisme régional de soutien à l'entrepreneuriat féminin (ORSEF) pour la région de l'Outaouais. Option Femmes Emploi a été mandaté par le biais de l'entente spécifique en matière d'égalité entre les femmes et les hommes en Outaouais pour déposer cette demande. Les ORSEF ont pour mandat de faire la promotion de l'entrepreneuriat féminin, de favoriser l'aiguillage vers les ressources, d'accompagner les femmes entrepreneures dans leurs démarches, de financer des projets menés par des femmes entrepreneures et de faire du réseautage et du mentorat. Onze ORSEF existent déjà au Québec.

3- Les actions réalisées dans le cadre de l'entente conclue entre la Ville de Gatineau et le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine

M^{me} Annie-Claude Scholtès de la Ville de Gatineau a présenté les actions réalisées dans le cadre de l'entente (2008-2011) conclue entre la Ville de Gatineau et le MCCCFC. Cette entente permet la mise en œuvre de différents projets visant à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes auprès des personnes immigrantes et des communautés culturelles.

- *Promouvoir des modèles de femmes immigrantes*

La Ville de Gatineau a prévu organiser et enregistrer six conférences, dont deux ont eu lieu en 2009 avec M^{mes} Mazigh et Parada. Deux publiereportages sur des modèles de femmes immigrantes ont été diffusés dans *La Revue*. La diffusion d'un cahier spécial dans *Le Droit* présentant des modèles de femmes d'affaires ou professionnelles issues de l'immigration est prévue pour le mois de mars 2011.

- *Sensibiliser et promouvoir des rapports égalitaires auprès des personnes immigrantes*

La Ville de Gatineau développe en partenariat avec le service de police communautaire des outils visant à favoriser le principe d'égalité femmes-hommes auprès d'une clientèle adolescente et adulte issue de l'immigration.

- *Favoriser l'égalité économique entre les femmes et les hommes issus de l'immigration*

Une formation à l'entrepreneuriat sera offerte à 12 femmes immigrantes identifiées comme « leaders économiques » potentielles. De plus, sera intégré dans le cadre d'un forum ou d'un colloque portant sur l'entrepreneuriat un volet dit « entrepreneuriat-femmes immigrantes ». Il est également souligné que, dans le cadre de la présente entente, la Ville de Gatineau favorise l'octroi de contrats à des femmes immigrantes. Objectif : 70 %.

M^{me} Marie-Anick Dutelly, artiste, a ensuite présenté la pièce de théâtre *La grande brassée* qui est en cours de réalisation. Cette pièce de théâtre, traitant des enjeux liés à l'immigration, notamment ceux qui touchent aux relations égalitaires entre les femmes et les hommes, sera présentée par des femmes immigrantes et issues de l'immigration du 5 au 9 octobre 2010 à la salle René-Provost, à Gatineau.

4- Les projets réalisés par les comités régionaux et les organismes communautaires

M^{me} Tina De Luca, coordonnatrice de l'Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR), a présenté les actions réalisées par son organisation visant à promouvoir l'égalité entre les sexes dans la gouvernance locale et régionale. Le Réseau des femmes élues de l'Outaouais permet depuis 2005 de soutenir et d'appuyer les femmes élues, les candidates aux élections ainsi que les nouvelles élues. Le Réseau encourage ainsi les femmes à se présenter aux élections municipales et sensibilise le milieu municipal à l'égalité entre les femmes et les hommes. À ce titre, un colloque *Femmes et politique municipale, Ensemble pour avancer* a eu lieu le 23 janvier 2010 à la Maison du citoyen à Gatineau. Plus de soixante femmes y étaient présentes.

M^{me} De Luca a ensuite passé la parole à d'autres intervenantes afin de les inviter à présenter les différents projets issus du milieu communautaire visant à promouvoir l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes en Outaouais.

- *Analyse différenciée selon les sexes (ADS) et développement régional*

M^{me} Denyse Côté, directrice générale de l'Observatoire sur le développement régional et l'analyse différenciée selon les sexes (OREGAND), a présenté les actions réalisées par son organisation : développer des recherches et des expertises régionales en ADS (production et diffusion d'expertises, formations sur mesure aux niveaux local et régional, accès à une documentation sur l'ADS), assurer une veille informationnelle sur l'ADS ainsi que sur la représentation politique des femmes, sur la violence faite aux femmes, et sur le développement local et les femmes. L'OREGAND favorise également la coopération et la concertation entre les milieux universitaires et les organisations locales. Il fait aussi reconnaître et analyse la participation des femmes au développement de leur région et de leur localité.

- *La mixité en emploi*

M^{me} Marianne Lapointe, agente de concertation pour le Comité d'action de la mixité en emploi de l'Outaouais (CAMEO), a présenté les actions réalisées visant à favoriser l'accès en emploi, dans une perspective d'égalité des chances et pour diversifier les choix professionnels des jeunes et des adultes en démarche d'orientation. Au cours des dix années d'expérience du CAMEO, plusieurs initiatives ont été développées, dont le programme *Femme et Métiers* qui vise à accroître le nombre de femmes dans les emplois majoritairement occupés par des hommes. Une tournée régionale de sensibilisation aux choix professionnels a aussi permis de sensibiliser de nombreux jeunes à l'importance de leur choix de carrière. Le Mix'Café, qui en est à sa deuxième édition, accueillera le 29 avril prochain au Centre communautaire Tétréau une quarantaine d'intervenants et d'intervenantes qui participeront à une journée d'échange sur les moyens à mettre en œuvre

pour engager les acteurs des différents milieux à s'investir dans la diversification des choix de carrières. CAMEO a aussi produit une vidéo *1 001 options : diversification des choix professionnels* qui présente des témoignages de femmes de l'Outaouais qui ont réussi à faire leur place dans un monde majoritairement masculin.

- *Comité médias*

M^{mes} Janick Fontaine et Émilie Grenon, représentantes de maisons d'aide et d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale de l'Outaouais, ont présenté deux projets. Le Comité médias est un projet qui favorise la concertation entre les maisons d'hébergement de la région de l'Outaouais afin de leur permettre de réagir de façon concertée aux événements de l'actualité qui touchent les enjeux en lien avec la violence conjugale. Les intervenantes peuvent ainsi répondre de façon cohérente aux demandes faites par les médias (télévision et radio) en utilisant un discours commun. Elles publient également des articles dans les journaux au besoin.

Ce groupe réalise de plus un autre projet qui vise à contrer l'hypersexualisation. Des outils de sensibilisation sur l'hypersexualisation ont été créés, des activités ont lieu dans les écoles secondaires, les cégeps et les universités. Des actions concrètes sont ainsi posées par les jeunes (pétition, lettres aux entreprises) pour dénoncer la sexualisation de l'espace public.

Le portrait actualisé des femmes de la région de l'Outaouais

M^{me} Marie-Josée Marcoux, responsable des régions de l'Abitibi-Témiscamingue, du Nord-du-Québec et de l'Outaouais au bureau régional du Conseil du statut de la femme, a présenté le portrait de la réalité des femmes de la région de l'Outaouais. Les données statistiques actualisées (2006) qui ont fait l'objet de cette présentation sont disponibles sur le site du CSF à l'adresse suivante : www.csf.gouv.qc.ca. À partir de ces données, plusieurs enjeux propres à la région ont été soulevés dans différents domaines d'intervention.

Caractéristiques démographiques

- Évolution de la population
- Taux de féminité
- Âge
- Population autochtone
- Population immigrante
- Type de ménages

Égalité économique

- Scolarité
- Participation au marché du travail
- Régime de travail
- Revenu moyen d'emploi

Santé et sécurité des femmes

- Santé physique et mentale
- Violence

Développement égalitaire

- Femmes dans les lieux décisionnels et consultatifs

Les réflexions portant sur les thématiques régionales retenues par le milieu en matière d'égalité entre les femmes et les hommes

À partir des pratiques gagnantes en matière d'égalité et des données actualisées du portrait des femmes du territoire, les personnes participantes ont amorcé une réflexion collective pour définir des pistes permettant la continuité de leurs propres travaux ayant l'objectif de favoriser l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes. Voici en résumé ce qui en est ressorti.

Thèmes abordés	Les principaux obstacles pour atteindre l'égalité	Les objectifs, actions ou projets autour desquels devraient se mobiliser les partenaires pour atteindre l'égalité
Égalité économique		
Particularités économiques	<ul style="list-style-type: none"> La disparité économique entre les municipalités régionales de comté (MRC). La réalité économique de la région de l'Outaouais est faussée par la proximité de la Capitale-Nationale, Ottawa. 	<ul style="list-style-type: none"> Interpréter avec prudence les statistiques économiques, notamment celles provenant de la région de Gatineau. Prendre davantage en compte dans les programmes les disparités économiques entre les MRC.
Femmes monoparentales	<ul style="list-style-type: none"> Le manque de programmes pour soutenir de façon spécifique les femmes monoparentales. 	<ul style="list-style-type: none"> Accorder davantage de soutien aux femmes monoparentales, notamment par des programmes ciblés.
Transports collectifs	<ul style="list-style-type: none"> Le manque de transport collectif, notamment à l'extérieur des centres urbains. 	<ul style="list-style-type: none"> Étendre le transport collectif aux régions rurales.
Scolarité	<ul style="list-style-type: none"> Le problème du décrochage scolaire. 	<ul style="list-style-type: none"> Trouver des moyens pour favoriser la persévérance scolaire, notamment chez les filles.
Organismes communautaires	<ul style="list-style-type: none"> Le manque de moyens financiers pour les organismes communautaires. 	<ul style="list-style-type: none"> Appliquer l'équité salariale dans le milieu communautaire.

Thèmes abordés	Les principaux obstacles pour atteindre l'égalité	Les objectifs, actions ou projets autour desquels devraient se mobiliser les partenaires pour atteindre l'égalité
Entrepreneuriat	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le manque de soutien accordé aux femmes entrepreneures. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mettre en place dans la région de l'Outaouais un organisme de soutien à l'entrepreneuriat féminin (ORSEF). ▪ Donner un plus grand accès aux programmes gouvernementaux et assurer un financement aux femmes entrepreneures par la création d'un Fonds d'investissement dédié aux femmes entrepreneures de l'Outaouais.
Démographie		
Vieillesse de la population Bénévolat Immigration	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le vieillissement de la population change le portrait de la région. ▪ Le bénévolat attire autant de femmes que d'hommes, mais dans différents secteurs : les hommes s'impliquent davantage dans le sport et les femmes dans les secteurs dits communautaires. ▪ La gestion de la diversité culturelle et religieuse ne s'ajuste pas suffisamment à l'augmentation de la population immigrante. ▪ Le manque de services offerts pour accueillir la population immigrante. ▪ La précarité économique vécue par certains 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ S'assurer que les services offerts aux personnes âgées sont disponibles sur tout le territoire de l'Outaouais. ▪ Favoriser une vie active chez les personnes retraitées grâce au bénévolat. ▪ Valoriser le bénévolat chez les hommes dans des secteurs non traditionnels, soit dans les milieux communautaires. ▪ Travailler davantage en collaboration avec les leaders des communautés ethniques (femmes et hommes) en les intégrant à des démarches visant à promouvoir la diversité culturelle. ▪ Augmenter les services offerts aux nouvelles personnes immigrantes et sensibiliser les

Thèmes abordés	Les principaux obstacles pour atteindre l'égalité	Les objectifs, actions ou projets autour desquels devraient se mobiliser les partenaires pour atteindre l'égalité
	immigrants et immigrantes. <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les problèmes liés au racisme et à la discrimination raciale existent encore de nos jours. 	communautés ethnoculturelles à l'égalité entre les femmes et les hommes. <ul style="list-style-type: none"> ▪ Favoriser l'intégration économique des personnes immigrantes en travaillant davantage en collaboration avec les employeurs. ▪ Revoir les équivalences et favoriser la reconnaissance des diplômes étrangers. ▪ Sensibiliser la population au racisme et à la discrimination raciale, notamment en développant des outils (ex. : assurer l'accès au logement sans discrimination).
Santé et sécurité des femmes		
Hypersexualisation et exploitation sexuelle	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les liens sont étroits entre l'hypersexualisation, les agressions sexuelles et la violence conjugale. ▪ La banalisation de la sexualité et la notion de « girls power » complexifient la compréhension du concept de consentement. ▪ Le manque de services offerts pour les prostituées. ▪ Le manque de services pour lutter contre le recrutement des prostituées par les gangs de rue et la cyberpornographie. ▪ La difficulté pour les intervenants et les intervenantes représentant des organismes communautaires d'être reçus dans les 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Élargir la Charte pour une image corporelle saine et diversifiée aux notions de non-sexisme, de lutte contre l'exploitation sexuelle et de promotion des relations égalitaires entre les femmes et les hommes. ▪ Développer des moyens pour outiller les parents face à l'hypersexualité, notamment pour les aider à développer l'esprit critique de leurs enfants. ▪ Développer des services adaptés pour soutenir les femmes à se sortir de la prostitution. ▪ Reconnaître davantage l'expertise qui existe dans les milieux, notamment en matière de prévention de la violence sexuelle. ▪ Permettre aux intervenants et intervenantes communautaires d'être reçus dans les écoles par

Thèmes abordés	Les principaux obstacles pour atteindre l'égalité	Les objectifs, actions ou projets autour desquels devraient se mobiliser les partenaires pour atteindre l'égalité
<p>Santé mentale</p> <p>Offre de services en matière de santé pour les femmes immigrantes</p>	<p>écoles.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le peu de ressources spécifiques pour les femmes en matière de santé mentale. ▪ La faible prise en compte des besoins spécifiques des femmes immigrantes en matière de santé et de sécurité : difficulté sur le plan de la communication, peu de connaissance des services offerts. ▪ Le manque d'accès aux services de périnatalité (obstétrique), notamment pour les personnes immigrantes. 	<p>le biais des conseils d'établissement.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Réinstaurer les cours d'éducation à la sexualité dans les écoles. ▪ Créer des maisons d'hébergement pour les femmes qui vivent des problèmes de santé mentale. ▪ Développer une plus grande ouverture et une meilleure compréhension de la part des intervenants et des intervenantes face aux différentes situations vécues par les femmes immigrantes. ▪ Donner accès à des interprètes culturels dans le domaine de la santé. ▪ Vérifier les possibilités d'arrimage avec la Ville d'Ottawa quant aux services offerts.
Développement égalitaire		
<p>Influence des femmes en politique</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les femmes forment 50 % de la population, mais représentent moins de 30 % des décideurs au niveau municipal et provincial. ▪ Un réseau des élues ne permet pas systématiquement de sensibiliser les élues aux enjeux de l'égalité entre les femmes et les hommes. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Trouver des moyens pour que les femmes investissent davantage les lieux de pouvoir. ▪ Nommer un ou une responsable du dossier condition féminine ou égalité dans les ministères et organismes aux niveaux national, régional et local. ▪ Rendre les positions politiques plus attrayantes pour les femmes, notamment en favorisant la conciliation travail-famille-engagements.

Thèmes abordés	Les principaux obstacles pour atteindre l'égalité	Les objectifs, actions ou projets autour desquels devraient se mobiliser les partenaires pour atteindre l'égalité
<p>Budgets sensibles au genre</p> <p>Empowerment des femmes</p> <p>Reculs possibles en matière d'égalité entre les sexes</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le sous-financement de projets à vocation sociale portés dans la majorité des cas par des femmes comparativement à ceux réalisés par les hommes. ▪ Les obstacles propres aux femmes nuisent à leur implication politique, notamment en raison de la combinaison des rôles sociaux (mère, épouse, femme de carrière, bénévole, aidante naturelle). ▪ L'implication des femmes se fait dans des sphères où l'influence est limitée. ▪ Les reculs possibles en matière d'égalité entre les sexes, par exemple par rapport aux modèles égalitaires et à l'accès aux services d'avortement dans la région. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faire davantage la promotion de l'importance de l'augmentation de la représentation féminine dans les instances dirigeantes et mettre en évidence les enjeux liés à l'égalité entre les sexes. ▪ Implanter des budgets sensibles au genre dans la gestion des finances publiques (affecter les ressources financières en tenant compte de la réalité différenciée entre les femmes et les hommes). ▪ Favoriser l'<i>empowerment</i> des femmes notamment à travers le mentorat et la formation. ▪ Protéger les acquis en matière d'égalité entre les sexes, d'où l'importance de poursuivre la sensibilisation envers l'égalité entre les sexes dans les milieux scolaires.

Conclusion



Nous tenons à remercier toutes les intervenantes et tous les intervenants locaux et régionaux qui ont accepté l'invitation lancée par le Secrétariat à la condition féminine et la Direction régionale de l'Outaouais du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine ainsi que par l'Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR). Par leur présence, ces partenaires ont fait de cette journée d'information et d'échanges un succès.

Cette tribune d'information et d'échanges sur les enjeux régionaux et les pratiques novatrices en égalité permettra d'alimenter les travaux locaux et régionaux ainsi que les réflexions qui ont cours dans le cadre du renouvellement du prochain plan d'action gouvernemental en matière d'égalité.

La Journée régionale Égalité a certainement démontré l'enthousiasme des partenaires à mener des actions pour la progression de l'égalité entre les femmes et les hommes, en souhaitant qu'elle inspire d'autres projets novateurs et porteurs pour la région.

Poursuivons notre engagement et *Ensemble, faisons rayonner l'égalité!*